



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.10/11

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/11/2017

Publication : 06/11/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 30 octobre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	28
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **4 novembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **30 octobre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 23 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY**, Juliette **LOZACH**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Corinne **LEVILLAIN**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Martine **LESAUVAGE**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Lundi 30 octobre 2017
2017.10/11

MARCHES PUBLICS – MAINTENANCE DES EXTINCTEURS DES BATIMENTS MUNICIPAUX - GROUPEMENT DE COMMANDES VILLE/CCAS – CONVENTION - SIGNATURE – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.– Une consultation va être lancée par la Ville de Montivilliers relative à la maintenance des extincteurs des bâtiments municipaux de la Ville de Montivilliers et des bâtiments dépendants du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montivilliers.

L'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention :

- Précise, d'une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer, signer et notifier le marché, chaque membre, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Et d'autre part, désigne la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Ce contrat sera signé pour une durée d'un an renouvelable trois fois. Le montant global pour les 4 années est estimé à 30.000 € TTC.

Si cette proposition recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

CONSIDERANT

- Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- La nécessité de constituer un marché de maintenance des extincteurs des bâtiments dépendants de la Ville et du CCAS et d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la commune et le CCAS ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'autoriser le Maire à signer avec la Ville et le CCAS de Montivilliers la convention constitutive pour lancer la consultation et signer le marché.

Imputations budgétaires :

Budget principal de la Ville : 6156-01

Budget du CCAS : 61562-6111/6112

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

